

15 juillet 2015 - TV5 Monde



Un collectif d'opposants au prolongement de la ligne à grande vitesse (LGV) au sud de Bordeaux, vers Toulouse et l'Espagne, a rendu publique mercredi une lettre ouverte adressée fin juin au président François Hollande pour souligner qu'"une écrasante majorité" des populations concernées juge le projet "contraire à l'intérêt général".

Ces opposants - riverains, viticulteurs de Sauternes et Barsac ou associations de protection de l'environnement - rappellent que l'enquête publique portant sur le projet des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax a été "un exercice de démocratie" rassemblant "plus de 14.000 contributions". "Les résultats ont été clairs, comme les conclusions de la commission d'enquête", insistent-ils: à une "écrasante majorité de plus de 90%", le public a jugé "ce projet contraire à l'intérêt général", écrivent les signataires de cette lettre datée du 23 juin.

Ils ajoutent que la Commission d'enquête publique, "confortée par un récent rapport de la Cour des Comptes, n'a pas été en reste et a logiquement émis un avis défavorable" en estimant que

ce projet "correspond à un besoin non partagé, qu'il s'agit d'une infrastructure lourde pour un service non garanti, que le financement public est incertain, que la rentabilité socio-économique est insuffisante".

"Malgré cela, quelques grands élus, sourds aux aspirations de la population, s'obstinent à vouloir faire passer ce projet en force", soulignent ces opposants.

De nombreux élus du Sud-ouest, comme les présidents socialistes de la Région Aquitaine, Alain Rousset, et Midi-Pyrénées, Martin Malvy, et le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc (Les Républicains), se sont élevés contre l'avis de la commission d'enquête et demandé au gouvernement qu'il passe outre et acte le prolongement de la LGV au-delà de Bordeaux.

Le gouvernement devrait transmettre en juillet au Conseil d'Etat sa décision sur ce "Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest" (GPSO).

Selon la lettre ouverte des opposants, les rapports "convergent tous pour admettre que nous n'avons plus les moyens d'assurer le déploiement de telles infrastructures sans compromettre la mise à niveau indispensable de notre système ferroviaire et sans aggraver sa dette, déjà sans équivalent européen".

Et d'ajouter: "au moment où l'argent public devient rare et où les espaces naturels consommés de toutes parts deviennent de plus en plus précieux, les Français ne comprendraient pas qu'un tel projet soit imposé pour des raisons qui ne relèvent pas de l'intérêt général".

Les signataires demandent une audience à l'Élysée pour proposer "des alternatives moins coûteuses et répondant mieux aux besoins des citoyens".